

La Révolte N°71

Juin 2021

«Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte.» Albert Camus



L'élection d'Emanuel Macron avait ceci de singulier qu'elle n'avait d'autre signification que de signifier la volonté d'une majorité de l'électorat à faire barrage aux idées d'extrême droite. Sans la moindre légitimité pour appliquer son programme, le Président aurait dû s'en tenir à cela.

Au contraire, Macron a mis en place sa politique ultralibérale et il a bafoué les valeurs de ceux qui l'ont porté au pouvoir. Jamais un gouvernement de la V^e République n'avait osé réduire à ce point les libertés et usé aussi largement de la violence d'Etat.

Et maintenant que les Présidentielles approchent, voilà que le Président veut nous jouer la même pièce et s'évertue à faire monter le Rassemblement National dans les sondages, en envoyant Darmanin chasser sur ses terres. D'ailleurs, il n'est pas aisé de différencier les propos gouvernementaux de ceux de l'extrême droite. Le ministre de l'intérieur n'hésite pas à se vanter d'être plus à droite que Le Pen elle-même. En se rendant à la manifestation des policiers du 19 mai dernier, avec la grande majorité des représentants politiques, il n'a pas hésité à soutenir ouvertement un mouvement qui exige l'abandon d'un droit fondamental de l'homme : le droit à un procès équitable. Jamais des responsables politiques n'avaient osé remettre ainsi en cause l'habeas corpus et la déclaration des droits de l'Homme depuis l'après-guerre.

Cette dérive ne peut pas être réduite à une simple manœuvre électorale. L'accroissement de la répression, au cours de ces dernières années, démontre que nous glissons lentement vers la dictature. Et cela nous est promis, que ce soit Le Pen ou Macron qui triomphe.

Le plus inquiétant, c'est de voir comment la parole de l'extrême droite se banalise et comment ses partisans s'affichent de manière décomplexée sans que la presse ni le pouvoir ne trouvent à redire. Au quotidien, les propos racistes et xénophobes se multiplient. Et que dire de la tribune des généraux dans « Valeurs actuelles » ? Un texte qui appelle à plus de répression et qui se termine par : « On

le voit, il n'est plus temps de tergiverser, sinon, demain la guerre civile mettra un terme à ce chaos croissant, et les morts, dont vous porterez la responsabilité, se compteront par milliers »¹. Nul doute que ce genre de propos tenus par l'extrême gauche aurait valu à ses auteurs un passage devant les tribunaux pour incitation à la sédition.

La coupable bienveillance à l'égard de la pensée d'extrême-droite engage la responsabilité morale des dirigeants politiques. La classe politique actuelle ne vaut pas mieux que celle qui l'a précédée dans les années 40.

¹ « Pour un retour de l'honneur de nos gouvernants : 20 généraux appellent Macron à défendre le patriotisme », Jean-Pierre Fabre-Bernadac, Valeurs actuelles, 21 avril 2021.

Sécurité, mais de quelle crise parle-t-on ?

La biopolitique¹ capitaliste et autoritaire de l'État français instrumentalise la crise sanitaire à des fins non pas sécuritaires, mais plutôt de sûreté de l'État et privilégie structurellement l'économie au détriment des besoins sanitaires des personnes les plus vulnérables.

Ce n'est pas simplement une machination pour supprimer les libertés publiques ! Cette crise s'effectue sous couvert de la bonne marche du capitalisme en minimisant les dépenses sanitaires et en maximisant la participation de chacun à l'économie. Tous les choix s'opérant sous les autorités sanitaires se font dans le cadre de la rationalité capitaliste, elle implique les décisions que prennent les gouvernements et autres institutions.

La crise sanitaire, voilà le maître-mot des mesures du gouvernement, voilà le sujet dont l'État et les médias, en fixant le cadre de nos critiques, occupent le plus notre quotidien. Droite, gauche, centre, tous s'accordent sur le sujet ! Même si l'opposition à la majorité parlementaire monte au créneau pour un seul et malheureux article de la loi de « sécurité globale », c'est pour faire la jonction opportuniste et électoraliste, avec la colère montante dans la population.

Par ce projet de loi, c'est la répression policière² qui déborde une fois de plus dans l'histoire des mouvements sociaux, d'où dégueule le caractère républicain de « l'usage du monopole de la force publique » (sic), dans cette France « terre d'asile et de fraternité » ! 1986, qui se souvient de Malik Ousseki et des voltigeurs, motards perdus de Charles Pasqua ? ou en 1961, plus de 120 Algériens et en 1962, 9 manifestants sont assassinés sous les ordres d'un ancien collabo, le préfet Papon ? etc.

Depuis la fin du « pacte » fordo-tayloriste des années 1970-80, la montée de la brutalité n'a jamais autant menacé nos existences. Lors de la contestation de la réforme des retraites comme lors du mouvement de revendications des Gilets Jaunes et aujourd'hui encore, la police tue, tabasse, mutile, donne du bâton...

Et il faut toujours plus de flics, de milices privées, plus de surveillances vidéo, plus de lois, plus de juges, plus de prisons, tout ces plus sont de trop ! Il faudrait plutôt supprimer ce qui les motive !

Rarement (ou alors pour faire bonne figure dans cette justice de classe), les brutes, les chiens fous du pouvoir, ceux de la police sont punis par leur pairs adeptes de cette cruelle tradition ! De la bouche de la directrice de l'IGPN (police des polices), deux cas sur des centaines d'affaires de violences ont été au bout de procès et de condamnations. La vengeance nous fait horreur, mais la vérité serait déjà morale ! (de cela c'est un fait avéré, l'État n'en a pas et nous n'en voulons plus !).

Nous ne voulons plus non plus de tous ceux qui sous l'appellation du droit légal et sur le travail de tous, pratiquent « l'optimisation fiscale », détournant le fric de contributions sociales par millions vers leurs seules poches.



CNT-AIT 3, rue de Boyrie - Pau www.cnt-ait-pau.fr

Sécurité, mais de quelle crise parle-t-on ? (suite...)

Nous ne voulons plus non plus de ceux qui flexibilisent encore plus leur main-d'œuvre, faisant trimer sous « ubérisation », s'asseyant sur la dignité humaine de leurs travailleurs indépendants, masqués donc protégés (salarial, ton régime n'était plus assez intéressant pour nos profits !); et non plus de ceux qui font travailler leurs employés, en plein confinement, avec le chômage partiel pour faire une plus-value plus juteuse, avec des salaires payés par l'État.

Dans l'hospitalisation publique, où règne aussi la rationalisation économique, le sabotage et la déshérence des gestions comptables successives n'ont pas épargné non plus les travailleurs et travailleuses tous services confondus (et pas que le soin), réprimés hier encensés.es aujourd'hui; les malades âgés, qui ne demandaient pas à partir si tôt, ne sont pas épargnés. Nous n'en voulons plus non plus !

Nous ne voulons plus non plus des nouveaux Ténardier, des marchands de sommeil, bailleurs de turnes infectes et délabrées. Nous ne voulons plus du chantage au logement qui entretient la rente du bailleur « heureux propriétaire ».

La liste de tous ces dangereux nuisibles, prêts à nous exploiter n'est pas close, mais rassurez-vous gentils administrés, les politiques semblent avoir trouvé des méthodes infaillibles pour ramener les prétendues sécurité et civilité dans notre monde et surtout pour répondre à la bonne marche du capitalisme : un confinement, une crise sanitaire, le plus « bel » exercice de contrôle de masse de tous les temps. Une loi de « sécurité globale » un package auquel tout autocrate et dictateur de n'importe quel régime autoritaire, dans l'histoire de ce pauvre monde, n'aurait jamais rêvé.

Sous nos yeux pleins de « reconnaissance », leur milice « nationale » est devenue la digue infranchissable de cet « État de droit », qui continue à nous réprimer et qu'il nous faut détruire !

Il n'y a pas de hasard, c'est dans le cadre de l'État-Nation, structure du capitalisme (constructions récentes et apparues fortuitement), que la focalisation de nos « bien-honorés » politiques sur les Black Blocs ou les petits dealers de haschich ne signifiera jamais que ceci :

- leur impossibilité à résoudre les vrais problèmes de notre temps ;
- leur complicité dans les destructions et les nuisances qu'on nous fait subir ;
- leur volonté de nous laisser dans l'ignorance et l'impuissance, de nous confiner dans une société qui nous stigmatise comme délinquants, qui nous rend fous et criminalise les plus misérables.

Mais on peut sortir de cet « État de merde » ! il n'est pas immuable !

Pourquoi pas avec l'anarchosindicalisme, cet outil d'émancipation et de lutte (localement dans nos entreprises et nos quartiers) pour améliorer nos conditions de vie ? Son moteur : l'entraide ; son carburant : le débat mené par ses assemblées générales ; sa conduite : l'action directe.

Ses moyens sont justifiés par son but.

Nous voulons une société libre, sans État, sans armée, sans exploités ni exploités, sans hiérarchie ni discrimination d'aucune sorte ; une société basée sur l'entraide où chacun apportera ce qu'il a et recevra ce dont il a besoin ; une société où les décisions seront prises dans des assemblées générales souveraines et où les mandats seront porteurs d'un mandat impératif et seront révocables à tout moment ; une société qui laissera la fenêtre ouverte à nos rêves. Cette société, c'est à nous de la construire car aucun politicien ne le fera à notre place.

Ne nous trompons pas de crise ! La réelle insécurité, c'est l'État et le capitalisme

Syndicat de Montpellier de la CNT-AIT

1 - Néologisme utilisé par Michel Foucault pour identifier une forme d'exercice du pouvoir qui porte, non plus sur les territoires mais sur la vie des individus, sur des populations, le biopouvoir.

2 - L'institution policière naît en Angleterre, issue de l'État moderne et de son compagnon de route le capitalisme. Elle fait partie de l'appareil répressif de l'État et fonctionne à la violence (physique ou non) ; c'est un instrument de régulation des capitalistes assurant ainsi leur pouvoir. Le but n'est pas de supprimer le crime, mais, notamment, de le contrôler suivant certaines limites et de l'utiliser selon ses propres intérêts.

DEUX POIDS, DEUX MESURES

Lorsqu'un policier est tué, on assiste à une levée de boucliers des médias qui informent massivement l'opinion du cruel événement qui vient de se produire. Pareillement, l'État par ses ministres rend un vibrant hommage au disparu et Le Président de La République lui attribue la Légion d'honneur.

Mais, lorsqu'un couvreur tombe d'un toit et perd la vie, il n'a droit, le plus souvent, qu'à un article dans le journal local et à rien de l'État. Et comment ne pas déplorer la récente disparition d'une assistante sociale assassinée par un vieil homme auquel elle rendait habituellement visite et le silence des médias et du pouvoir concernant ce drame.

Il me semble que quand une personne décède dans l'exercice du métier qu'elle a choisi, elle a droit aux hommages, mais pas à la Légion d'honneur. Et, il est temps de demander aux responsables politiques d'abandonner la pratique inique du « deux poids, deux mesures ».

Noir C Noir

Au pied des Ventas des Hommes meurent !

Le samedi 22 mai au matin, le corps d'un jeune homme noir a été retrouvé dans la Bidassoa, fleuve qui marque la frontière entre l'Espagne à la France. Depuis quelques mois, de plus en plus de réfugiés tentent au péril de leur vie de rallier ses deux rives. Seules quelques centaines de mètres séparent l'Espagne de la commune française d'Hendaye, pourtant la traversée a été fatale à l'homme qui a été retrouvé mort sur les rives d'Irun, côté espagnol. Un adolescent de 16 ans originaire du Burkina Faso a réussi le même jour la traversée, sauvé in extremis de la noyade par des habitants d'Hendaye. Selon le média espagnol Naiz, le jeune homme aurait été arrêté par les gendarmes dans les deux heures qui ont suivi. Une histoire similaire à celle déjà vécue par un Guinéen le 13 mars. Les rives espagnoles de la Bidassoa ont également été témoin du suicide par pendaison d'un migrant érythréen en avril dernier.

Cette triste série n'en est pourtant qu'à ses débuts. Les contrôles se sont tellement intensifiés sur les routes et les ponts - officiellement dans le cadre de la lutte anti-Covid et anti-terroriste - et la traversée de la Bidassoa reste souvent la seule possibilité qui s'offre aux migrants. Pour ces gens qui ont traversé le désert et la mer dans des conditions chaotiques, relier les deux rives d'un fleuve semble anecdotique. Et pourtant, c'est tout aussi dangereux. Depuis trois mois, nombreux sont ceux qui s'aventurent dans ces eaux froides, tumultueuses, aux fonds mouvants. « Chaque semaine, je vois des réfugiés tenter la traversée, à la nage ou dans des barques », assure Tom Dubois-Robin qui a aidé le jeune Burkinabé. Certains font marche arrière, d'autres y parviennent. Mais bien souvent ils finissent par être arrêtés de l'autre côté par les policiers en civil, qui parcourent la rive à vélo. D'après Sud-Ouest, ce « phénomène trouve une part de son explication dans la réouverture des Iles Canaries », où étaient bloqués par la pandémie de nombreux candidats à l'exil.

Les membres du réseau Etorkinekin déclarent que la situation à long terme n'est pas tenable. « La politique appliquée de part et d'autre de la frontière, le harcèlement perpétuel des réfugiés et leur expulsion pure et simple n'est pas à la hauteur de notre humanité ». Malheureusement, tout ce que l'on peut faire aujourd'hui, c'est rendre hommage aux morts, qu'on ne peut pas aider de leur vivant.

Du côté des autorités aussi, la colère est palpable. Dans un courrier co-signé par les maires des trois villes frontalières d'Irun, de Hondarribia et d'Hendaye, les élus pointent le renforcement des contrôles aux frontières mis en place début 2021 : « A cause du durcissement des contrôles frontaliers de la part des autorités françaises, [...] la population subsaharienne est de fait dans l'impossibilité de poursuivre sa route ». Le maire d'Irun José Antonio Santano appelle lui à « une profonde réflexion de tous pour trouver des solutions effectives qui évitent que le désespoir conduise ces personnes à jouer leur vie et à la perdre ».

Sources : infomigrants.net

AESH: Agent·es En Situation d'Hyperprécarité

Salaire en-deçà du seuil de pauvreté

Temps de travail incomplet imposé
24 heures hebdomadaires
Salaire net de moins de 800 euros par mois

Les PIAL, une inclusion au rabais

AESH sur plusieurs écoles ou établissements
Mutualisation des élèves pour une AESH
Le handicap, une priorité selon Blanquer ?

Une école inclusive indigne

Le statut des AESH reste précaire et non reconnu
Il ne sert à rien de recruter plus d'AESH si on les maintient dans la pauvreté
Faire des économies via les PIAL au détriment des élèves (mutualisation des Aesh)
Une formation insuffisante, au regard des enjeux considérables de l'inclusion et des différents handicaps (trisomie 21, autisme, troubles du comportement, les dys...)

Quelles revendications?

La fin des PIAL et de la mutualisation des AESH
La titularisation de tou·tes
Un statut d'éducateurs·rices spécialisé·es reconnu
Que le service de 24h plus 11h annexes soit considéré comme un temps complet et payé en conséquence
Un salaire mensuel net d'au moins 1700 euros (pour 35 h)

Un texte rédigé par un collectif d'AESH du 78, en prévision de la journée de mobilisation du 3 juin relayé par Question de classe(s).

Ta révolte sur notre blog:
<http://comitedelarevolte64.over-blog.com>